

DGAC – TOUR DE CONTRÔLE AEROPORT ORLY

PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DES LOCAUX TERTIAIRES DU BATIMENT 401

Bloc technique – Tour de contrôle d’Orly



PHASE DCE

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
LOT N°00 : CLAUSES COMMUNES**



L B E I N G E N I E R I E

101 bis avenue Eugène Delacroix

91210 DRAVEIL

Tél : 01.69.48.89.45 - Mail : accueil@lbei.fr

AOUT 2025

SOMMAIRE

1	GENERALITES	3
1.1	PRESENTATION.....	3
1.2	INTERLOCUTEURS DU PROJET	3
1.3	ORGANISATION DES TRAVAUX.....	3
1.3.1.	DECOMPOSITION EN LOTS	3
1.3.2.	PRESTATIONS SPECIFIQUES AUX LOTS	3
1.3.3.	PRESTATIONS ANNEXES	4
1.3.4.	INTERFACE ET LIMITES DE PRESTATIONS.....	4
1.3.5.	PHASAGE DES TRAVAUX.....	7
1.4	LISTE DES PIECES DU DOSSIER TECHNIQUE	7
1.5	CADRE REGLEMENTAIRE ET CONTRAINTES DES TRAVAUX.....	8
1.5.1.	REGLEMENTATION ET LEGISLATION.....	8
1.5.2.	CLASSIFICATION DU BATIMENT.....	9
1.5.3.	SECURITE INCENDIE ET ACCESSIBILITE	9
1.5.4.	MISE A LA TERRE DES MASSES METALLIQUES	9
1.5.5.	REGLEMENTATION THERMIQUE	9
1.5.6.	REGLEMENTATION ACOUSTIQUE.....	9
1.5.7.	PERMIS DE CONSTRUIRE	9
1.5.8.	ACCES AU SITE	9
1.5.9.	TRAVAUX EN SITE OCCUPE ET ORGANISATION	10
1.5.10.	AMIANTE ET PLOMB	10
1.5.11.	BASE VIE ET SANITAIRES	11
1.5.12.	APPROVISIONNEMENTS OU INTERVENTIONS SPECIFIQUES.....	11
1.5.13.	STATIONNEMENT, STOCKAGE	11
1.6	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	11
1.7	CONNAISSANCE DES DOCUMENTS ET SERVICES DIVERS	11
1.8	MARCHE FORFAITAIRE	12
1.9	MARCHE DES TRAVAUX.....	12
2	CONCEPTION – REALISATION ET RECEPTION DES OUVRAGES	14
2.1	CONTENU DES PRIX	14
2.2	PLANS ET ETUDES COMPLEMENTAIRES D'EXECUTION.....	14
2.3	ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS REMIS PAR LES CONCEPTEURS	14
2.4	ETAT DES LIEUX	15
2.5	MESURE DE CONCERNATION DES OUVRAGES EXISTANTS ET DES ABORDS.....	15
2.6	RECUPERATION DE MATERIAUX OU MATERIELS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	16
2.7	MAINTIEN DES CONDITIONS OPERATIONNELLES – CONTINUITE DE SERVICE	16
2.8	PROTECTION DES OUVRAGES ET DU MATERIEL	17
2.9	SALISSURES DU DOMAINE EXTERIEUR / INTERIEUR	17
2.10	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE	17
2.11	QUALITE ET ORIGINE DES MATERIAUX.....	17
2.12	BREVETS	18
2.13	CONTACT AVEC LES SERVICES PUBLICS ET PRIVES	18
2.14	RESPONSABILITE DE L'EXECUTION	18
2.15	ECHAFAUDAGES - MONTAGES - STOCKAGES	18
2.16	AVIS TECHNIQUES	18
2.17	ESSAIS TECHNIQUES	19
2.18	ETANCHEITE A L'AIR	19
2.19	DISPOSITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE	19
2.20	NETTOYAGE PROPRE A CHAQUE LOT	20
2.21	DOCUMENTATION GRAPHIQUE A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	20
2.22	ETUDES DE SYNTHESE	21
2.23	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES.....	21
2.24	GARANTIE DE L'ENTREPRISE.....	21

1 GENERALITES

1.1 PRESENTATION

L'objet de cette opération concerne le projet de réaménagement partiel des locaux du bâtiment 401 (bloc technique de la tour de contrôle d'Orly).

1.2 INTERLOCUTEURS DU PROJET

Maîtrise d'ouvrage : DGAC/DSNA/Organisme Orly AG
Bâtiment 401 - 103 Aérogare Sud
CS90055 – 94396 Orly Aérogare Cedex

Conduite d'opération : SNIA/SNIA-NORD/Pôle de Paris-Orly
9 rue Champagne
91205 Athis-Mons

Maître d'œuvre : Bureau d'études LBE INGENIERIE
101bis rue Eugène Delacroix
91 210 DRAVEIL

1.3 ORGANISATION DES TRAVAUX

1.3.1.DECOMPOSITION EN LOTS

La présente opération sera attribuée en plusieurs lots suivant la numérotation suivante :

- LOT 01 : Démolition et désamiantage ;
- LOT 02 : Aménagement intérieur ;
- LOT 03 : Génie électrique ;
- LOT 04 : Génie climatique.

1.3.2.PRESTATIONS SPECIFIQUES AUX LOTS

Les travaux, objet des présents lots, comportent la totalité des prestations nécessaires au fonctionnement correct des installations. Ils seront exécutés aux conditions prévues dans les pièces constitutives du marché. L'ensemble des documents remis avec le présent CCTP a pour but de renseigner l'entreprise, d'une manière générale, sur la nature des travaux à effectuer.

Toutefois, il est précisé que ces indications n'ont aucun caractère limitatif et que l'entrepreneur, de par sa qualification professionnelle, est tenu de compléter et de prévoir

dans l'établissement de ses prix, tous les travaux et fournitures nécessaires à un parfait achèvement des ouvrages.

L'entrepreneur sera tenu de prendre connaissance de la totalité des travaux à exécuter par tous les lots et de retenir leurs besoins pour l'établissement de son offre. De ce fait, il ne saurait être accordé de majoration quelconque au prix consenti, pour raison d'omission, insuffisance, adaptation au site ou imprécision.

Toute latitude est laissée à l'entrepreneur pour reconnaître les lieux et obtenir auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre, tous les renseignements qu'il désire. Sous peine de voir refuser son offre, l'entrepreneur est tenu de fournir le détail quantitatif et estimatif.

1.3.3. PRESTATIONS ANNEXES

L'Entreprise devra :

- Le montage et démontage de tous engins et échafaudages nécessaires à la réalisation des ouvrages du présent lot,
- La protection anti-oxydation sur toutes les parties métalliques de canalisations ou appareils du présent lot, ainsi que la peinture définitive.

L'Entrepreneur reste responsable des conséquences que peuvent avoir ses travaux sur la solidité des constructions et des traces ou fissures qui pourraient apparaître par la suite.

1.3.4. INTERFACE ET LIMITES DE PRESTATIONS

Le tableau exhaustif des limites des prestations ci-dessous permet de déterminer les prestations incombant au titulaire de chaque lot.

Pour l'étude et la détermination de leurs prestations, les titulaires devront prendre connaissance de toutes les pièces du dossier. Ils ne pourront en aucun cas, ni à aucun moment, faire état de ne pas les avoir consultées et de les ignorer pour éluder leurs obligations en matière de prestations et de liaisons avec les autres corps d'état.

Ils devront réaliser leurs ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres titulaires de la présente consultation et des prestataires de la plateforme aéroportuaire. Chacun devra prendre contact avec ces derniers afin :

- De se faire préciser les données nécessaires quant aux ouvrages des autres corps d'état susceptibles d'interférer dans la conception et l'exécution de ses propres ouvrages ;
- D'arrêter avec eux, dans le détail, les dispositions communes à adopter pour la réalisation de leurs ouvrages respectifs.

En aucun cas, ils ne pourront se soustraire à ces obligations et réclamer le paiement de travaux supplémentaires au moment de l'exécution de ses ouvrages. Ils doivent prévoir dans

leur étude toutes les sujétions d'exécution entraînées en cours de réalisation par l'incorporation des éléments des différents corps d'état, étant entendu que ces sujétions seront incluses dans l'offre qu'ils remettront.

Les titulaires auront à charge d'associer leurs prestations à celles des autres corps d'état. Les titulaires devront prévoir à leur charge tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages.

Le tableau ci-dessous est donné à titre informatif, les titulaires sont tenus de s'assurer de la bonne prise en compte des toutes les interfaces au moment de la réponse à l'appel d'offres et de faire remonter tout manquement et d'en tenir compte dans le chiffrage des prestations.

N° de lot	Intitulé de la prestation	Contenu de la prestation
Installations de chantier		
1	Installations de chantier spécifiques au retrait de l'amiante	Le Lot 1 sera responsable des installations de chantier liés au désamiantage.
2	Installations de chantier générales (hors désamiantage)	Le Lot 2 sera responsable des installations de chantier pendant toute la durée du chantier (accès, protections, nettoyages). Leur mise en place et leur gestion se feront successivement en fonction de l'avancement des travaux, tel que détaillé dans le planning général, avec un maintien permanent en condition opérationnelle.
3	Raccordement des installations et consignations électriques (hors désamiantage)	Le lot 3 aura à sa charge les installations électriques de chantier (éclairage, alimentation, etc) ainsi que les consignations électriques à réaliser avant le démarrage des travaux pour l'ensemble des lots.
4	Consignations CVC (hors désamiantage)	Dans le cadre des interventions liées aux réseaux de CVC, le titulaire du lot 4 aura à sa charge les opérations de consignations, préliminaires à toute intervention d'un autre lot sur ces installations.
Déposes		
1	Les déposes diverses	Le lot 1 aura à sa charge la dépose des cloisons, murs, portes, rampe, faux plafonds, sols, cuisine, plinthes, habillages, placards, coffrage

		d'habillage et faux plancher non conservés.
1, 4	Déposes des réseaux amiantés et terminaux CVC non conservés	Après consignation et vidange des installations de chauffage et d'eau glacée par le lot 4 (CVC), le lot 1 (démolition/désamiantage) aura la charge de la dépose des réseaux et terminaux CVC non conservés. Un repérage précis devra être effectué sur site, en présence conjointe des lots 1 et 4, préalablement à toute intervention.
3	Déposes des équipements techniques électriques	Le lot 3 aura à sa charge la dépose de tous les équipements techniques électriques non conservés : luminaires, prises de courant, prises téléphoniques, câbles, goulottes et autres terminaux.
Désamiantage		
1, 4	Désamiantage	Le lot 1 aura à sa charge le désamiantage des sols, des plafonds ainsi que le réseau hydraulique avec calorifuge amianté existant. La consignation des réseaux EG et CH sera réalisée réaliser par le lot 4.
Peinture, sols, faux plafond		
1	Peinture des surfaces	Le lot 1 aura à sa charge la peinture des murs, poteaux, cloisons placostyle, jouées, habillages placo, plinthes, huisseries des portes, portes, des réseaux chauffages/plomberie, radiateurs.
1	Faux plafond	Le lot 1 aura à sa charge la pose d'un faux-plafond démontables.
1	Revêtement de sol	Le lot 1 aura à sa charge la pose d'un nouveau revêtement de sol, y compris la préparation du support (primaire d'accroche, ragréage), ainsi que la fourniture et de la pose de barres de seuil aux jonctions entre deux revêtements de sol de nature différente.
Evacuation des déchets et nettoyage final chantier		
1, 2, 3, 4	Evacuation des déchets	Chaque lot sera responsable de l'évacuation de ses propres déchets et devra prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet.
1, 2, 3, 4	Nettoyage régulier	Le nettoyage régulier du chantier incombera à chaque lot dès l'achèvement de ses différentes prestations.

1, 2	Nettoyage final chantier	Les Lots 1 et 2 seront responsables du nettoyage final de chantier successivement en fonction de l'avancement des travaux, tel que détaillé dans le planning général.
------	--------------------------	---

1.3.5.PHASAGE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en 3 phases dans des locaux occupés. Le calendrier prévisionnel (DGAC_BAT 401_DCE_PLANNING PREVISIONNEL) et le plan de phasage (DGAC_BAT 401_DCE_PLAN PHASAGE) sont annexés au présent CCTP.

Le calendrier détaillé d'exécution sera réalisé par la MOE pendant la période de préparation des travaux à partir des calendriers d'exécution fournis par les entreprises de chaque lot. Le document remis par l'entreprise devra prévoir toutes les dispositions qui s'avèreraient nécessaires pour les travaux dans les locaux occupés, ainsi que la sécurité des occupants. Il précisera les délais d'intervention pour chaque zone spécifique suivant le phasage élaboré par la maîtrise d'œuvre.

1.4 LISTE DES PIECES DU DOSSIER TECHNIQUE

Le dossier est composé de plusieurs pièces écrites listées ci-dessous :

- DGAC_BAT 401_DCE_CCTP_LOT_00_CLAUSES COMMUNES ;
- DGAC_BAT 401_DCE_CCTP_LOT_01_DEMOLITION - DESAMIANTEMENT ;
- DGAC_BAT 401_DCE_CCTP_LOT_02_AMENAGEMENTS INTERIEURS ;
- DGAC_BAT 401_DCE_CCTP_LOT_03_GENIE ELECTRIQUE;
- DGAC_BAT 401_DCE_CCTP_LOT_04_GENIE CLIMATIQUE;
- DGAC_BAT 401_DCE_DPGF_LOT_01_DEMOLITION - DESAMIANTEMENT ;
- DGAC_BAT 401_DCE_DPGF_LOT_02_AMENAGEMENTS INTERIEURS ;
- DGAC_BAT 401_DCE_DPGF_LOT_03_GENIE ELECTRIQUE;
- DGAC_BAT 401_DCE_DPGF_LOT_04_GENIE CLIMATIQUE;
- DGAC_BAT 401_DCE_ESTIMATION ;
- DGAC_BAT 401_DCE_PLANNING PREVISIONNEL.

Le dossier est composé de plusieurs pièces graphiques listées ci-dessous :

- DGAC_BAT 401_DCE_PLAN EXISTANT ;
- DGAC_BAT 401_DCE_PLAN DEMOLITION DESAMIANTEMENT ;
- DGAC_BAT 401_DCE_PLAN AMENAGEMENT INTERIEUR ;
- DGAC_BAT 401_DCE_PLAN ELECTRICITE ;
- DGAC_BAT 401_DCE_PLAN CHAUFFAGE ;
- DGAC_BAT 401_DCE_PLAN VENTILLATION ;
- DGAC_BAT 401_DCE_PLAN PLOMBERIE;
- DGAC_BAT 401_DCE_PLAN EAU GLACEE;
- DGAC_BAT 401_DCE_PLAN PHASAGE;

- DGAC_BAT 401_DCE_PLAN INSTALLATION DE CHANTIER.

1.5 CADRE REGLEMENTAIRE ET CONTRAINTES DES TRAVAUX

1.5.1. REGLEMENTATION ET LEGISLATION

Dans l'étude et l'exécution de son marché, l'Entrepreneur devra tenir compte des stipulations des lois, décrets, arrêtés, ordonnances, circulaires, applicables aux travaux relatifs au présent appel d'offres, en vigueur à la date de signature du marché, telles que :

- Textes de Lois ;
- Textes administratifs sur la Prévention des accidents sur les chantiers du bâtiment.

NOTA :

Les documents d'ordre général indiqués ne sont pas joints matériellement aux documents d'appel d'offres, ne seront pas joints aux marchés futurs et ne seront donc pas signés par les parties contractantes. Celles-ci cependant reconnaissent en avoir parfaite connaissance.

Ainsi pour l'exécution de l'ensemble des travaux et installation, l'entrepreneur sera soumis, sauf stipulations contraires du présent C.C.T.P., aux Normes, Règles et prescriptions des documents suivants, en vigueur à la date de remise de l'offre, et en particulier :

- Les Cahiers des Charges D.T.U., Fascicules de C.P.C. et de C.C.T.G. et Règles de Calcul diverses composant le CAHIER des CLAUSES TECHNIQUES GENERALES applicables aux Marchés Publics de Travaux, à la date de conclusion du Marché, en l'occurrence ceux concernés par le Décret n° 88.534 du 4 Mai 1988 et la Circulaire du 17 Juin 1988,
- Les Clauses Administratives Spéciales (C.C.S. - D.T.U.) des Marchés Publics de Travaux de bâtiment telles qu'elles sont définies par la Circulaire du 12 Décembre 1983 et son Annexe 1,
- Les règles de construction,
- Les Circulaires, Décrets de recommandations ministérielles publiées au Journal Officiel complétant ces règles de construction,
- Les Normes Françaises A.F.N.O.R. homologuées ou enregistrées et le cas échéant les Normes de caractère similaire adoptées à l'échelon de la COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE,
- Le Règlement Sanitaire Départemental type mis à jour
- Le code du Travail,
- Les Avis Techniques du C.S.T.B. et des organismes de contrôle technique de la construction,
- Les Procès-Verbaux d'essais,
- Les Agréments de l'Association Française des Assureurs Construction (A.F.A.C.),
- Les Cahiers des Charges de pose ou de mise en œuvre et recommandations diverses éditées par les Fabricants ou les Associations Techniques Professionnelles,
- Cette énumération n'est pas exhaustive.

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de ces documents qui ne lui seront pas fournis mais qui constituent avec les pièces fournies par les Concepteurs les documents contractuels du Marché.

1.5.2.CLASSIFICATION DU BATIMENT

Le bâtiment 401 est classé établissement recevant des travailleurs (ERT). Cependant, la présence de la tour de contrôle non isolée du bloc technique impose un classement plus contraignant qu'est un immeuble à grande hauteur type tour de contrôle (IGH-TC).

Le nombre de niveau du bâtiment 401 est de 4 (R-2 à R+1).

La hauteur du dernier plancher est inférieure à 8m.

1.5.3.SECURITE INCENDIE ET ACCESSIBILITE

La classification complète du bâtiment 401 est ERT-8m & IGH-TC.

La réglementation applicable est :

- Le Code du travail avec mise en application de l'arrêté du 27 juin 1994 modifié ;
- Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Réglementation IGH-TC (seul l'appendice IGH-TC s'applique) ;
- Réglementation PMR.

1.5.4.MISE A LA TERRE DES MASSES METALLIQUES

Conformément à la norme française NFC 15.100, les éléments métalliques de l'ensemble des lots devront être raccordés à la terre.

1.5.5.REGLEMENTATION THERMIQUE

Le projet est soumis à la réglementation thermique applicable (RE2020), et chaque entreprise devra garantir la conformité de ses travaux aux exigences de performance énergétique définies dans l'étude thermique.

1.5.6.REGLEMENTATION ACOUSTIQUE

Le projet est soumis aux exigences acoustiques de niveau « performant » selon la norme NF S 31-080.

1.5.7.PERMIS DE CONSTRUIRE

Le présent projet n'est pas soumis permis de construire, ni déclaration préalable de travaux.

1.5.8.ACCES AU SITE

Le chantier se déroulera à l'intérieur du bâtiment 401 du bloc technique qui accueille l'actuelle tour de contrôle. Le chantier se déroulera donc en zone à accès réglementé (ZSAR). Ce site implique un certain nombre d'adaptations et de contraintes durant le chantier, telles que des démarches administratives pour des interventions en ZSAR, des précautions de méthodologie et de mise en œuvre pour éviter toutes nuisances avec le transport aérien, etc.

L'accès à la zone travaux du bâtiment 401 se fera depuis le poste de sécurité situé à l'entrée du bâtiment 401. Le dossier projet intégrera un plan d'installation chantier pour illustrer les cheminements et prendra en considération le niveau de sûreté requis.

1.5.9. TRAVAUX EN SITE OCCUPE ET ORGANISATION

Les travaux seront réalisés par phases dans un site en cours d'exploitation, les notions de continuité de fonctionnement et de continuité d'exploitation sont des points stratégiques et cruciaux.

Les incidences relatives aux dispositions d'organisation rendues nécessaires pour garantir la continuité de l'exploitation sont comprises dans les prix de l'entrepreneur.

L'entreprise prévoira tous les déplacements, replis et adaptations des installations de chantier nécessaires pour adaptation au principe défini, à savoir le maintien de continuité de fonctionnement du site.

1.5.10. AMIANTE ET PLOMB

Annexés au présent CCTP, le rapport suivant précise la présence de matière dangereuse dans la zone travaux, à savoir :

- DAT Plomb FMDC DIAGNOSTICS, référence 123533 06.09.24 P, datant du 21/10/2024 ;
- DAT Amiante FMDC DIAGNOSTICS, référence 123533 06.09.24 A, datant du 25/10/2024 ;
- DAT2 Amiante FMDC DIAGNOSTICS, référence 134656 18.07.25 A, datant du 24/07/2025.

Le projet prévoit un retrait des matériaux contenant de l'amiante dans la zone, dont le détail est indiqué à l'article 2.2 du CCTP du lot n°1.

Du plomb est présent dans la peinture des poutres et poteaux structurels de l'espace de projet.

Dans le cadre du projet, il n'est pas prévu d'enlever le plomb. Toutefois, celui-ci sera encapsulé grâce à la pose d'un habillage placo. Les entreprises devront prendre toutes les mesures de protection nécessaires lors de leurs interventions au niveau des poutres et poteaux.

1.5.11. BASE VIE ET SANITAIRES

Les dispositions relatives à la zone d'approche et aux sanitaires dans le cadre des opérations de désamiantage sont décrites aux articles 1.3.2 et 1.3.3 du CCTP du lot n°1.

Les dispositions relatives à la base vie et aux sanitaires hors opération de désamiantage sont décrites aux articles 3.1.3 et 3.1.4 du CCTP du lot n°2.

1.5.12. APPROVISIONNEMENTS OU INTERVENTIONS SPECIFIQUES

Lors de la visite des lieux, les entreprises seront tenues d'appréhender les conditions d'accès, d'approvisionnement, d'exécution de leur prestation afin de prévoir à leur offre toutes incidences de coût pour toutes solutions particulières avec moyens adaptés.

1.5.13. STATIONNEMENT, STOCKAGE

Les dispositions relatives au stationnement et au stockage dans le cadre des opérations de désamiantage sont décrites à l'article 1.3.4 du CCTP du lot n°1.

Les dispositions relatives au stationnement et au stockage liées hors opération de désamiantage sont décrites à l'article 3.1.7 du CCTP du lot n°2.

1.6 CONNAISSANCE DES LIEUX

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations ;
- Avoir pris une parfaite connaissance des existants et plus particulièrement de tous les éléments ayant trait directement ou indirectement aux travaux de leur lot.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution, la sécurité et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

1.7 CONNAISSANCE DES DOCUMENTS ET SERVICES DIVERS

L'entrepreneur est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre :

- Pris connaissance du C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières).
- Contrôlé toutes les indications des documents, les plans et dessins, recueilli tous renseignements complémentaires jugés utiles auprès du Maître d'œuvre.

L'entrepreneur établira avant toute intervention sur le chantier le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, conformément aux textes en vigueur et particulièrement :

- La Loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 ;
- Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994 ;
- Le Plan Général de Coordination établi par le Coordonnateur de la phase conception et qui sera joint dans les documents du marché de travaux.

L'entrepreneur se référera à tous les règlements en vigueur concernant la Sécurité et Santé, il prévoira dans ses prix toutes les incidences réglementaires en particulier celles imposés dans le PGC.

Il devra assurer toutes les démarches nécessaires et prendre en compte les demandes du Coordonnateur et aux organismes accrédités.

Préalablement à tous travaux, il devra avoir effectué les démarches administratives nécessaires auprès des autorités compétentes, comme DICT, demande d'autorisation de grues, de moyen de levages, etc.

1.8 MARCHE FORFAITAIRE

En raison du caractère forfaitaire du marché, il est précisé que les propositions souscrites pour chaque lot tiendront compte de tous les travaux nécessaires tels qu'ils sont prévus aux diverses pièces du dossier, et assurer le complet achèvement des ouvrages et la parfaite finition dans l'esprit du CCTP.

1.9 MARCHE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit apporter dans ses travaux, la plus grande diligence, suivre leur échelonnement et leur exécution, dans le délai prescrit au calendrier contractuel d'exécution par phases de travaux.

Il est tenu :

- d'une part, de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise, sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant ;

- d'autre part, d'avoir toujours tous matériel, approvisionnement outillage, engins et moyens de toutes sortes, suffisants, de manière à assurer la marche régulière des démolitions et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître de l'ouvrage peut, sur proposition du maître d'œuvre, mettre en demeure l'entrepreneur :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ;
- d'augmenter le nombre ou la puissance des matériels employés.

2 CONCEPTION – REALISATION ET RECEPTION DES OUVRAGES

2.1 CONTENU DES PRIX

Le présent descriptif a trait aux travaux à exécuter en concordance avec les plans et ne présente aucun caractère limitatif. L'entrepreneur devra, comme étant compris dans son forfait, sans exception ni réserve, tous les travaux de la profession indispensables au parfait achèvement de l'ouvrage quelles que soient les quantités d'ouvrages qu'il aura énoncées dans son offre.

2.2 PLANS ET ETUDES COMPLEMENTAIRES D'EXECUTION

Les études, quantitatifs, calculs et plans d'exécution nécessaires à l'exécution des ouvrages, devront être établis par un ingénieur qualifié indépendant ou faisant partie des Cadres de l'Entreprise après son agrément par les concepteurs. Ces plans calculs et études seront à la charge de l'entrepreneur qui en gardera l'entière responsabilité conjointement avec leur auteur.

D'une façon générale, tous les plans techniques que l'entrepreneur pourrait être appelé à établir, seront soumis à l'approbation des concepteurs et du Bureau de Contrôle avant tout début d'exécution.

Les plans transmis ne sont pas des plans relevés par un géomètre. Il appartient aux entreprises de s'assurer de la vérification des côtes fournies in situ.

2.3 ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS REMIS PAR LES CONCEPTEURS

Chaque entrepreneur vérifiera les cotes des plans et sera tenu de signaler en temps utile aux concepteurs et au Maître de l'Ouvrage, toute erreur ou omission qu'il pourrait y relever.

De même, s'il relève des erreurs, omissions ou anomalies dans les pièces écrites et graphiques (Devis Descriptifs en particulier) qui lui seront remises au moment de la consultation des entreprises, il lui est fait obligation d'en aviser les Concepteurs et le Maître de l'Ouvrage avant l'envoi de son offre. Passé ce délai, plus aucune réclamation ne sera recevable.

Il est bien précisé, que la clause de priorité prévue au cahier des clauses administratives générales, entre les plans et le C.C.T.P., n'a pas pour but d'annuler la confection d'un ouvrage quelconque, figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre.

Ainsi l'entreprise doit signaler avant remise de son offre, toute omission ou non concordance entre les plans et le CCTP. Le CCTP et les plans se complètent et c'est l'ensemble des travaux prévus à la fois sur les plans et dans le CCTP qui doit être réalisé.

En conséquence, les soumissionnaires devront :

- Se rendre sur place
- Étudier et établir les détails d'exécution
- Combler, s'ils s'en trouvent, toutes les lacunes qui pourraient apparaître au cours de leur étude et de les signaler au Maître d'œuvre.

En cours d'exécution, aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les plans et l'entrepreneur aura à sa charge de s'assurer sur place avant toute fabrication et mise en œuvre, de la possibilité de respecter les cotes et indications diverses mentionnées sur les plans.

L'entrepreneur ne prendra jamais l'initiative de modifier quoi que ce soit au projet, mais il devra signaler au Maître de l'Ouvrage, toutes les améliorations qu'il estimerait utile d'y apporter.

Avant toute exécution, il complètera son information auprès des concepteurs ou du Maître de l'Ouvrage sur tout ce qui lui semblerait incomplet ou douteux.

2.4 ETAT DES LIEUX

Avant toute intervention, il sera procédé à un état des lieux par les titulaires et à leurs frais en présence du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et des autres entrepreneurs, ou de leurs représentants dûment mandatés.

Cet état des lieux prendra la forme d'un constat sur lequel sera consigné l'état exact du lieu. Ce constat sera signé par les présents et il en sera remis un exemplaire à chaque partie.

Les dégradations éventuelles apportées aux espaces connexes situés hors de l'emprise du projet et consécutivement à l'exécution des travaux seront réparées par l'entreprise ou les entreprises responsables ou feront l'objet d'une remise en état à leurs frais par une tierce entreprise désignée par le Maître d'ouvrage.

2.5 MESURE DE CONCERNATION DES OUVRAGES EXISTANTS ET DES ABORDS

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions pour protéger les accès, le patio, baliser le chantier et mettre en place les protections communes nécessaires en accord avec le maître d'œuvre et le responsable de l'établissement, des locaux ou de l'immeuble.

Lors des démolitions en façade et de la pose des menuiseries extérieures, le titulaire du lot 1 devra mettre en place un platelage spécifique (échafaudage) pour accéder depuis l'extérieur à la façade, afin de ne pas détériorer le patio et les plantations.

De manière générale, d'autres protections pourront, le cas échéant et sans que cela soit limitatif, être mises en place : des bâches de protection étanches ou non, des garde-gravois, des recouvrements par film polyane ou plastique, des écrans anti-poussières, des bourrelets

de protection, des films verticaux collés et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires sans omettre la présence d'un extincteur en état de marche à proximité des bouteilles de gaz utilisées pour les soudures, etc.

Chaque entreprise devra également mettre en place ses propres protections nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Toutes ces protections seront efficaces et maintenues en bon état pendant toute la durée nécessaire.

Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage se réservent le droit, dans le cas où ils jugeraient que les protections mises en place par l'entreprise sont insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires et de les confier le cas échéant à une tierce entreprise, à la charge de l'entrepreneur défaillant.

En tout état de cause, les dispositions à prendre seront telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Enfin, lors des travaux de démolition, l'entrepreneur prendra toutes dispositions et toutes mesures pour éviter la propagation de la poussière.

2.6 RECUPERATION DE MATERIAUX OU MATERIELS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces éléments devront être définis avant le démarrage des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à stocker par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Tous les autres matériaux, matériels et équipements, quel qu'ils soient, en provenance des déposes ou démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, sont réputés acquis par l'entrepreneur dans le cadre de son offre et il pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

2.7 MAINTIEN DES CONDITIONS OPERATIONNELLES – CONTINUITE DE SERVICE

La réalisation de travaux s'effectue en milieu opérationnel occupé. En conséquence, chaque entreprise doit tenir compte de la proximité de réseaux opérationnels et devra mettre en

œuvre des moyens adaptés afin de limiter les nuisances sonores et la propagation des poussières.

2.8 PROTECTION DES OUVRAGES ET DU MATERIEL

Pendant la durée des travaux, l'Entrepreneur est tenu de protéger ses installations ainsi que toutes les installations existantes concernées par ses zones d'intervention.

Il sera responsable en cas de casse, épaufrure, salissure et de tout dégât causé.

2.9 SALISSURES DU DOMAINE EXTERIEUR / INTERIEUR

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., extérieurs au bâtiment devront toujours être maintenus en parfait état de propreté, y compris à l'intérieur du site, les espaces verts attenants au bâtiment.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

2.10 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

L'acceptation par le Maître de l'Ouvrage du projet présenté ainsi que tous calculs, dessins, graphiques et courbes s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'entreprise.

Il appartient à cette dernière d'établir son étude pour que les prix unitaires et le prix global qu'il indique, soient calculés en tenant compte des dispositifs, diamètres de canalisations, caractéristiques du matériel, des difficultés d'exécution et impératifs du Maître d'Ouvrage.

En toute circonstance, l'entrepreneur demeure seul responsable de tout dommage ou accident causé à des tiers, lors ou par suite de l'exécution des travaux résultants, soit de son propre fait ou de son personnel.

L'entreprise se doit de vérifier le dimensionnement des installations, les diamètres et les quantités indiquées sur les plans et le DPGF.

2.11 QUALITE ET ORIGINE DES MATERIAUX

L'Entrepreneur sera tenu de fournir, pour l'exécution de ses travaux, du matériel de première qualité portant la marque nationale de conformité aux normes NF.

En l'absence de marques citées au présent descriptif, la qualité du matériel proposé doit être garantie par la présentation d'un certificat de conformité, délivré par un organisme habilité à cet effet.

Pour le matériel spécifique, l'entrepreneur fournit un échantillonnage ainsi qu'une documentation complète accompagnée des caractéristiques techniques des procès-verbaux d'essais en usine et des avis techniques (CSTB).

2.12 BREVETS

L'entrepreneur garantit qu'il a la propriété des systèmes ou procédés ou objets qu'il emploie et à défaut, s'engage auprès du Maître d'Ouvrage à acquérir toutes les licences nécessaires relatives aux brevets qui les couvrent.

2.13 CONTACT AVEC LES SERVICES PUBLICS ET PRIVES

L'entrepreneur est chargé d'établir à ses frais tous les contacts avec les Services Publics et Privés, afin d'effectuer une parfaite réalisation des travaux.

Ces démarches s'effectueront sous le contrôle et en accord du Maître d'œuvre.

2.14 RESPONSABILITE DE L'EXECUTION

L'entrepreneur désigne, dès la passation du marché, un responsable de l'exécution qui doit être l'unique interlocuteur face aux représentants du Maître d'œuvre.

Cette personne doit avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions concernant les installations et, ceci, pendant la DUREE INTEGRALE d'étude et d'exécution des travaux.

2.15 ECHAFAUDAGES - MONTAGES - STOCKAGES

Chaque entrepreneur doit tous les échafaudages nécessaires à l'exécution des travaux, objet de ses prestations, pour leur location, pose, dépose et double transport.

Chaque entrepreneur fait son affaire personnelle de toutes les manutentions de ses matériaux et fournitures.

Chaque entrepreneur assure, à ses frais et sous sa responsabilité, du stockage de ses matériaux et fournitures avant leur mise en service.

2.16 AVIS TECHNIQUES

Tous les procédés non traditionnels mis en œuvre par l'Entrepreneur, sur acceptation de la Maîtrise d'Ouvrage, d'Œuvre et du Bureau de Contrôle, bénéficieront obligatoirement, d'un avis technique établi par le CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BÂTIMENT (C.S.T.B).

Cet avis sera remis en examen pour avis avant toute mise en œuvre. L'Entreprise aura l'obligation de respecter les exigences de mise en œuvre édictées dans les avis. Il ne sera admis ni matériaux ni procédé dont l'avis est attribué à titre temporaire par le C.S.T.B.

2.17 ESSAIS TECHNIQUES

L'Entrepreneur mettra à la disposition du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle le personnel, le matériel et les échantillons nécessaires à l'exécution des essais techniques, et ceci autant de fois que nécessaire. La note d'organisation de chantier de la Conduite d'opérations en présentera le processus à l'ouverture de la phase de préparation des travaux.

L'Entrepreneur doit assurer, pendant l'exécution des travaux, l'autocontrôle de ses prestations et répondre à toute demande du contrôleur technique visant à la vérification de ses prestations. Au titre de l'autocontrôle, l'Entrepreneur devra remettre au contrôleur technique la liste et les résultats des tests, contrôles et vérifications réalisés en usine ou en atelier.

2.18 ETANCHEITE A L'AIR

Tous les percements nécessaires aux travaux devront être traités de manière à rendre le plus étanche possible les traversés de parois. Chaque percement devra être muni d'une garniture du fourreau de protection du conduit de type feutre bitumineux ou bande de mousse résiliente. Des joints mastiqués assureront l'étanchéité parfaite du côté intérieur et du côté extérieur.

L'ensemble des prises électriques et des interrupteurs seront positionnés sur perches ou incorporés dans les cloisons de distribution.

Le passage de réseaux, câbles et la mise en place de prises de courant ou d'interrupteurs dans les doublages des murs périphériques est à proscrire.

Prévoir des boîtiers étanches pour limiter les fuites.

2.19 DISPOSITIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE

Chacun des entrepreneurs chargés de la réalisation des travaux doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la

réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux ; l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité de l'entrepreneur.

L'entreprise adjudicataire devra impérativement déclarer l'identité de toutes personnes travaillant sur le chantier. Tous les personnels de l'entreprise recevront un badge.

2.20 NETTOYAGE PROPRE A CHAQUE LOT

L'entreprise aura à sa charge l'évacuation de tous les déchets tels que matériaux, matériels et gravois ainsi que le nettoyage de l'ensemble de la zone de travaux.

Le nettoyage du chantier devra être réalisé quotidiennement pendant la phase des travaux et par zone.

Elle évacuera ses propres gravats. Après dépose des protections, l'entreprise procédera à un nettoyage soigné de l'ensemble de ses ouvrages afin que ces derniers soient réceptionnables.

Les produits employés pour le nettoyage des matériaux devront être compatibles avec ces derniers.

Le nettoyage final complet du bâtiment sera nécessaire avant la réception des travaux, il sera réalisé par le titulaire du lot n°2.

2.21 DOCUMENTATION GRAPHIQUE A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur est tenu de se rendre sur place, afin de pouvoir mieux visualiser les travaux demandés en tenant compte du site, des bâtiments existants, et des contraintes découlant du milieu URBAIN existant.

L'Entrepreneur doit le complet et parfait achèvement de son installation, avec obligation de résultat.

L'entrepreneur remettra en 1 exemplaire, à l'approbation de la MOA les documents suivants, conformément au planning d'exécution :

- La méthodologie d'intervention pour permettre aux installations de fonctionner pendant les travaux.
- Les fiches techniques d'études, de commandes, d'approvisionnements.
- Le pré-planning d'intervention (taches par taches).
- Les notes de calculs, schémas unifilaires des installations ;
- Les synoptiques ;
- L'ensemble des plans et détails nécessaire à la cellule de synthèse.

2.22 ETUDES DE SYNTHESE

La réalisation des études de synthèse a pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduit par des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

La réalisation des études de synthèse est assurée par le Maître d'œuvre. La note d'organisation de chantier de la Conduite d'opérations en présentera le processus à l'ouverture de la phase de préparation des travaux.

2.23 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Afin de permettre aux concepteurs de collationner le dossier des ouvrages exécutés, les entreprises fourniront tous les documents définitifs concernant les adaptations de projet d'exécution, ainsi que toutes les notices, modes d'emploi etc. concernant les matériels utilisés, et ce, 15 jours avant la date prévisionnelle de réception.

Le DOE devra être constitué et transmis au Maître d'œuvre avant la réception des travaux.

2.24 GARANTIE DE L'ENTREPRISE

Le délai de garantie de l'entreprise du parfait achèvement est fixé à 1 an.

Pendant cette période, l'entreprise aura à sa charge le maintien en bon état des installations par le remplacement à ses frais (pièces, main-d'œuvre, transport) de toutes les parties de l'installation qui viendraient à tomber hors d'usage.

Les matériaux consommables ne sont pas couverts par cette garantie et resteront à la charge du Client.

Les opérations d'entretien courant ne sont pas à la charge de l'entreprise.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de procéder, pendant la période de garantie à toute nouvelle série d'essais qu'il juge utile et nécessaire après avoir averti l'entreprise en temps utile.

Durant cette période, l'entreprise est tenue de remédier à tout désordre nouveau y compris dans les menus travaux. Elle doit procéder à ses frais (pièces et main-d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux des installations.

L'entreprise dispose d'un délai de 15 jours sauf accord contraire avec le Maître de l'ouvrage, pour remédier aux désordres dès notification de ceux-ci ; passé ce délai, le Maître de l'ouvrage peut faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Toutefois, cette garantie ne couvre pas :

- Les travaux d'entretien normaux ainsi que les matières consommables,
- Les réparations qui sont les conséquences d'un abus d'usage,
- Les dommages causés par les tiers.